
Sécurité publique, milices privées et bases militaires en milieu urbain: le cas de Medellin en Colombie

Law and order, private militias and military bases in urban zones: the case of Medellin in Colombia

Tiphaine Duriez

Doctorante en Ethnologie et Chargée de Cours chez Université de Nice Sophia-Antipolis, Interdisciplinary Center Narratives, Culture, Psychoanalysis, Language and Societies (CIRCLES), Nice, France.

E-mail: durieztiphaine@gmail.com

« Où s'arrête 'le politique' et où commence la délinquance 'économique' ou la 'violence sociale', dans un pays qui n'a pas résorbé les injustices ayant légitimé la naissance de la rébellion voilà plus de 30 ans ».

Olivier Pissoat et Olivier Barbary, 2004, p. 242.

RÉSUMÉ: Aujourd'hui majoritairement urbaines, les nations mondiales ont fait de la sécurité leur cheval de bataille politique. Toutes ne sont cependant pas confrontées aux mêmes problématiques de violence. Poser la question de la violence et de la sécurité nous amène à considérer les sociétés dans leur complexité et dans leurs spécificités. En Colombie, à Medellin, la population urbaine est victime de violence de droit commun mais aussi de violence politique et de violence économique. La ville présente une multitude d'acteurs armés qui entendent tous, de prime abord, assurer la sécurité des populations dispersées sur le territoire qu'ils entendent contrôler. De ce constat, une nouvelle interrogation se pose: s'agit-il des violences urbaines ou d'une urbanisation de la guerre ?

Mots-Clés: Politique; Guerre; Violence.

La question de la sécurité est aujourd'hui au cœur des politiques nationales à travers le monde. Cependant son application diffère selon les territoires concernés. Poser la question de la sécurité publique nous amène à devoir considérer l'espace que ces politiques entendent administrer, mais aussi le public qui y est rattaché. Ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons prétendre définir les violences qui y procèdent et se développent. Dans cet ordre d'idée, la Colombie est plus connue pour être un pays violent que pour être un pays en guerre. Le conflit qui le traverse depuis soixante ans change néanmoins de dénomination suivant l'espace concerné et selon le public interrogé. Si il est encore admis de

parler de guerre en ce qui concerne le milieu rural, le concept de « violences urbaines » l'a suppléé dans les discours officiels pour décrire la situation observée en milieu urbain. Les villes de Colombie sont devenues, en l'espace de deux décennies, le théâtre d'affrontements multiples dont la nature porte à controverses. Néanmoins, la violence est un processus dans le temps et c'est pourquoi nous devons de considérer les situations « violentes » observées en milieux urbains dans la continuité de la *Violencia*¹. En provoquant la fuite des populations rurales vers le milieu urbain, les schémas d'affrontements nés de cette guerre partisane se sont transplantés en ville. Ils ont donc accompagné leur développement ainsi que celui de leur population de façon continue puisque « Lorsque la terre se vide, les villes se remplissent. »²

En Colombie comme ailleurs, l'enjeu politique influence exagérément le débat public sur la violence et l'insécurité : l'augmentation réelle ou supposée de la criminalité est devenue l'argument fondamental du traitement sécuritaire des problèmes sociaux.³

Medellin, entre violence locale et violence globale

Dans la représentation mythique de la « ville violente », Medellin occupe une place de choix et ce, depuis le milieu des années 1970. Située dans une vallée bordée de deux chaînes montagneuses, cette métropole est nichée au cœur de la cordillère occidentale colombienne. Elle enregistre une population avoisinant les deux millions trois cent milles habitants et constitue à ce titre la seconde ville du pays, aussi bien en terme démographique qu'en termes de richesses économiques. Rendue célèbre par le Cartel de Pablo Escobar qui a grandement participé à sa modernisation jusqu'à son décès en 1993, elle reste dans le trio de tête des villes

¹ Débutée dans les campagnes colombiennes au milieu des années 1940, cette guerre civile qui cache son nom aurait provoqué près de 300 000 décès.

² Eric Hobsbawm, 1994, p. 386.

³ Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat O., 2004, p. 230.

enregistrant le plus grand nombre de crime en Colombie. Nonobstant, Medellin est considérée aujourd'hui et ce, par l'ensemble des pays Sud-Américains, comme un modèle de modernité ainsi que de démocratisation de l'espace urbain. Avec l'inauguration du métro-câble en 2006, la ville démontrait à la fois sa capacité à adapter son système de transport face à l'expansion de la métropole tout en faisant preuve d'un souci d'accessibilité sécurisé pour l'ensemble de ses habitants de la ville informelle. Reliée au métropolitain dont elle est équipée depuis 1995, ces métros aériens desservent les *barrios* les plus démunis et les plus difficiles d'accès. Ils s'étendent tout le long de la vallée et à flanc de montagne, entre 1 600 et 2 400 mètres d'altitude. Cependant, cette innovation technologique n'a pas amélioré la réputation de ces zones, qui restent considérées comme des espaces résidentiels de non droits. Se mouvoir dans ces quartiers soulève encore de nombreuses problématiques de sécurité, comme l'atteste l'importance du *desplazamiento* intra-urbain que nous y observons. L'insécurité est vécue au quotidien dans ces zones et les aménagements urbains récents de Medellin ne semblent pas avoir tempéré ce ressenti, aussi bien dans la ville formelle que dans la ville informelle.

Il est fréquent de devoir passer des barrages militaires mobiles dans la capitale *antioqueña*, spectacle étonnant que nous ne pouvions observer qu'en province et sur les routes de campagne, il y a encore huit ans de cela. La sécurité est de rigueur où que l'on aille et la présence de la guerre se ressent en ville ne serait ce que par le passage rythmé des hélicoptères au dessus des quartiers résidentiels⁴. Un habitant de la ville formelle nous parle à ce sujet d'un sentiment d'usurpation et déclare que cette présence armée « a volé les rues de la ville »⁵ à ses habitants. Cependant, tous ne ressentent pas cette militarisation intense qui semble s'être fondue dans le paysage de la vie quotidienne ou, lorsqu'ils le font, ils attribuent à cette présence armée la responsabilité des incivilités enregistrées dans

⁴ Ce dispositif de sécurité a été mis en place le 24 janvier 2010.

⁵ Interview d'un habitant de Medellin effectué en 2009

leurs quartiers. Pour palier à l'absence des policiers et des militaires dans les *barrios*, les administrations de quartier engagent des milices privées qu'elles paient. Nous retrouvons les mêmes modèles de milices à l'entrée des bâtiments officiels, comme par exemple à la mairie ou à la Cour Pénale de Medellin. Que ce soit dans la ville formelle ou dans la ville informelle, cette multiplication d'armées parallèles privées et criminelles décuplent les violences ou tout du moins cautionne l'idée selon laquelle « la violence qui est mobilisée pour me défendre est juste, même si ceux qui la pratiquent sont des criminels »⁶.

Néanmoins, les *Comunas* périphériques enregistrent plus de violences que les quartiers de la ville formelle. Véritables isolats urbains marginalisés par leur situation géographique et la population qui les occupe, les conflits armés enregistrés par les institutions statistiques gouvernementale et non-gouvernementale y sont les plus nombreux. Pour répondre à ces violences de toutes sortes, le gouvernement colombien a progressivement fait construire des bases militaires dans les *Comunas* périphériques de Medellin. Chargée de restaurer un ordre social laissé à l'abandon depuis l'émergence de ces quartiers pirates, la présence de l'armée dans ces espaces n'empêche cependant pas l'augmentation du taux d'homicides qu'ils enregistrent et qui n'ont eu de cesse d'augmenter ces deux dernières années. La population de ces *Comunas*, essentiellement composée de *desplazados*⁷, témoigne de ce regain de violence. Leurs élus sont assassinés, leurs

⁶ La plupart des milices privées de Medellin sont dirigées par des anciens officiers de l'armée colombienne et ils ont recrutés de nombreux paramilitaires lors du processus de démobilisation entamé avec la Ley de Justicia y Paz. La loi en elle-même était déjà très critiquée par les Colombiens, les scientifiques et quelques hommes politiques, mais ces processus de réinsertion dans une vie « en armes » le sont encore plus : la peur de la rechute de cette ville dans le grand banditisme et le para militarisme est devenue omniprésente depuis l'adoption de ce texte.

⁷ Définition : "Es desplazado toda persona que se ha visto forzada a migrar dentro del territorio nacional abandonando su localidad de residencia o actividades económicas habituales, porque su vida, su integridad física, su seguridad o libertad personales han sido vulneradas o se encuentran directamente amenazadas, con ocasión de cualquiera de las siguientes situaciones: Conflicto armado interno, disturbios y tensiones interiores, violencia generalizada, violaciones masivas de los Derechos Humanos, infracciones al Derecho Internacional Humanitario u otras circunstancias

enfants sont victimes des balles perdues et ils se voient souvent forcés à fuir de ces quartiers de leur propre chef ou sous la pression de groupes parallèles armés.

Mais ce phénomène n'est pas aussi récent que le laisse entendre les médias actuels. Alors qu'au début de la *Violencia*, Medellín était une zone refuge pour les populations rurales prises entre les feux d'affrontements bipartites, elle constitue, depuis les années 1980, une zone d'affrontement stratégique où l'ensemble de la population est prise en otage. La guerre a élu domicile en ville et ses pratiques se sont adaptées au milieu urbain et ce, dès le milieu des années 1960. Dans ce contexte, « *le desplazamiento est donc la prolongation d'une histoire bien plus ancienne et est vécue comme une condition sociale presque permanente* »⁸

Violences urbaines ou urbanisation de la guerre ? La question des publics

Les affrontements dont sont témoins les *desplazados* opposent parfois les mêmes groupes armés que ceux qui les avaient fait fuir de leur premier domicile rural. Paramilitaires, guérillas mais aussi milices suivent les populations dans leurs déplacements, les organisent et les disposent sur le territoire. Ils mettent en place des systèmes de contrôle enfin de surveiller qui rentre et qui sort de leurs zones d'influences, parfois sur demande de ces mêmes populations. Cependant les lieux que régissent ces groupes armés ne constituent pas des espaces homogènes. Ils peuvent s'étendre d'un ensemble de pâté de maison à un simple carrefour. Cette fragmentation du territoire entraîne une augmentation des formes de contrôle opérées par ces groupes armés, ce qui semble avoir pour conséquence une

emanadas de las situaciones anteriores que puedan alterar o alteren drásticamente el orden público”, Poder publico, Rama Legislativa Nacional, Loi 387 du 18 Juillet 1997.

⁸ Marie Estripeaut- Bourjac *in* Chauvaud, 2010, p.205

démultiplication des violences dont les populations des quartiers périphériques de Medellin font l'objet.

Doit-on alors parler de violences urbaines, ou bien d'une urbanisation de la guerre ? Pour répondre à cette question, il nous faut nous pencher sur le mot « violence ». Ce terme renvoie en effet à plusieurs réalités, et il n'a de ce fait pas de consistance propre, puisqu'il fait toujours appel à des éléments extérieurs pour être défini. C'est ce qu'exposent Françoise Dureau, Olivier Barbary, Vincent Gouëset et Olivier Pissoat dans leur ouvrage commun publié en 2004 et traitant des villes en Colombie :

Malgré la récurrence de la notion de « violence urbaine » dans les médias comme dans les nombreux ouvrages spécialisés ou traitant d'autres aspects de la ville, sa définition rigoureuse reste à établir. D'après L. Wacquant, son usage ne repose toujours pas sur un fondement scientifique : « pur artefact de la bureaucratie, dépourvue de cohérence statistique et de consistance sociologique », il s'agit d'une notion « sous laquelle chacun peut mettre ce qui lui sied vu qu'elle ne correspond à peu près à rien » (Wacquant, 1999, pp.49-57).⁹

Ne pouvant ni la saisir ni la figer, la violence n'a donc au final pas d'existence en soi mais pour soi et dans un système de valeurs données. Quelque chose est violent si la société le juge comme tel et, là encore, le jugement d'un individu peut différer du jugement de son voisin, ce qui fait de la violence un phénomène culturel arbitraire et donc difficile à cerner¹⁰.

⁹ Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat O., 2004, p. 231.

¹⁰ Certains ethnologues et philosophes lui attribuent trois traits caractéristiques liés à son aspect universel. Il s'agit du religieux, de la parenté et du politique. Ces trois domaines contiennent et régissent la violence, soit symboliquement, soit structurellement ou encore légitimement. Tous les trois interviennent dans l'analyse de cette guerre civile colombienne puisque l'Eglise et les valeurs familiales qu'elle défendait étaient elles mêmes défendues dans les discours politiques du parti conservateur. De même les premiers affrontements, qui se sont déroulés avant même que la *Violencia* ne se déclare, concernaient le parti conservateur et le parti libéral et de façon majoritairement pacifique dans l'espace politique. Même s'il est admis que le XIX a aussi été très sanglant puisqu'il s'y est tenu une sorte de guerre des princes, les différents généraux rattachés aux deux partis politiques se battant épisodiquement pour défendre leur système de représentations et

A Medellin, il est fréquent de parler de « violences urbaines » pour expliquer le taux de criminalité élevé qu'enregistre la ville. Cette catégorie regroupe tout autant la violence-homicide que le vol « à la tire ». Elle ne fait pas de distinction entre la violence politique proprement colombienne et la violence relevant du droit commun et que l'on rencontre dans toutes les grandes villes du monde. Ces taux sont donc généralement mobilisés dans les discours où lors de l'adoption de réformes des politiques urbaines en Colombie. En effet, l'énumération de ces chiffres appuie les actions militaires situées sur les territoires urbains tout comme le fleurissement de bases colombiennes à l'intérieur des villes. Pour ne donner qu'un exemple, depuis l'aboutissement de l'opération militaire de 2006 baptisée Orion dans la *Comuna 13*, cinq bases militaires opérationnelles surplombent cette zone de Medellin. Située aux sommets des montagnes ou à proximité des écoles, cette militarisation des quartiers résidentiels les plus défavorisés de la ville anticiperait, selon les discours, le risque que représenterait une perte de contrôle de ces territoires dans la dynamique de guerre. Cet argument, avancé par le gouvernement, justifie donc la présence de l'armée dans les zones urbaines les plus peuplées car elle demeure aussi les plus propices aux attaques armées.

La violence urbaine est donc une catégorie pratique très générale dont la seule restriction est topologique : sa spécificité se résume à regrouper les exactions perpétrées dans les villes, sans qu'aucun type de violence ne soit particulièrement désigné ou délaissé. La caractéristique principale du problème étant son hétérogénéité, ce sont bien toutes les modalités qui sont envisagées en ville comme dans le reste du pays. Et privilégier les faits des droits communs correspond à la perception partagée par toute la population.¹¹

de valeurs, ces affrontements ont été nommés sous la terminologie de guerre ce qui n'est pas le cas pour la *Violencia*.

¹¹ Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat O., 2004. p. 232.

Parler de violences urbaines pour décrire les situations observées dans les villes colombiennes ne nous permet donc pas de saisir la nature de cette violence. De ce fait et ne sachant pas à quoi elle se rapporte, aucunes politiques de sécurité ne seraient en mesure de répondre aux problèmes sociaux observés. Nous ne pouvons perdre de vue que les milices armées privées ainsi que les groupes dits subversifs sont autant de modalités de réponse en vue de canaliser les situations urbaines violentes. La mise en fonction de politiques de sécurité spécifique à ces zones ne peut enrayer les violences qui s’y développent et s’inscrivent dans le temps long (BRAUDEL, 1949) si aucun travail d’identification de ces violences n’est opéré en amont. Mais elles présentent de multiples formes, ce qui rend la tâche ardue. Au-delà de cette limite de faisabilité, il y a un effet pervers sous jacent à la démarche sécuritaire urbaine différenciée. En effet la présence militaire stigmatise les habitants de la ville informelle par rapport à ceux de la ville formelle et inversement. Ce processus de rationalisation de la violence par le facteur topographique induit des résistances exogènes et endogènes à la légalisation et à la pacification des *Comunas*. Leurs habitants oscillent généralement entre les discours de victimisation ou les discours d’identification pour justifier leurs positions sociales et leur participation aux violences que nous y observons. Bien que prioritaires sur la ville formelle en ce qui concerne les politiques d’aménagements réalisées par Medellín, les *Comunas* ne sont pas des zones attractives mais répulsives et leur population, extrêmement jeune, vit majoritairement en dessous du seuil de pauvreté. Si ces différents facteurs nous expliquent le taux élevé de violences de droit commun que nous observons dans ces quartiers, ils ne sont pas en mesure de nous expliquer pourquoi les homicides y sont les plus fréquents, ni pourquoi ils atteignent plus les hommes que les femmes.

Cependant, la violence-homicide n’est pas du ressort exclusif des groupes armés parallèles à l’Etat tels que les guérillas, les milices ou les paramilitaires. Il existe aussi de nombreux gangs ou « *pandillas* » dans les *Comunas* de Medellín qui

sont responsables de ces meurtres. Il est donc difficile de faire la différence entre les homicides dont la cause est directement reliée à la guerre locale ou globale¹², et ceux réalisés sans aucun fond politique ou économique apparent. En ce qui concerne ces derniers, ils sont effectués par des groupuscules émergents dont la formation ne corrobore avec aucunes revendications politiques ou sociales. Pour justifier leur formation armée, ils avancent le désir d'assurer une plus haute sécurité dans les quartiers informels. Leur constitution n'est cependant ni le fruit du hasard, ni un pur « produit » de la violence urbaine, bien au contraire. Ces gangs sont majoritairement composés de mineurs qui reproduisent ce qu'ils ont connu et ce qu'ils ont reconnu comme étant un moyen d'ascension sociale et de réussite professionnelle.

Ils s'inscrivent dans ces rapports de forme selon une logique d'identification, mais aussi parce que les milices leur présentent cela comme une réelle activité professionnelle:

Lorsqu'il y a beaucoup de jeunes sans éducation, sans emploi, cherchant de la reconnaissance, alors la gauche leur donne quelques cours de formation où elle se présente et contextualise ce qu'elles (les milices) sont, où elles se trouvent et sur quel réseau elles se reposent ; elles leur offrent quelques revenus, minimes, mais elle les leur offre, et en plus de cela elles leur offre un statut, même s'il est marginal et qu'il ne correspond pas à ce que nous voulions, mais elles leur offrent un statut qui leur procure de la reconnaissance, du respect, de la valeur. Qu'espérer de plus ? Cela vous donne une idée de quel a pu être le degré de participation et d'adoption (aux milices).¹³

¹² Par guerre locale, nous entendons les formes d'affrontements qui découlent de la *Violencia*, comme par exemple la formation des guérillas ou celles de groupes d'auto-défenses, dans lesquelles nous pouvons aussi inscrire ces *pandillas* qui prennent en charge la « sécurité » des territoires périphériques de la ville. Par guerre globale, nous entendons les affrontements et les formes de contrôle territorial qui découlent du narcotrafic, né dans les années 1980.

¹³ Extrait traduit de l'entretien d'un habitant de la Comuna 13 figurant dans *Dinámicas de guerra y construcción de paz*, 2008.

Ainsi, même si la violence-homicide des *pandillas* semble non-politique, elle reste profondément liée à la guerre dans la mesure où cette dernière est à l'origine de la disposition, de l'agencement spatial des *Comunas* et des schémas d'affrontements dans lesquelles les gangs, les milices, les guérillas ou les paramilitaires opèrent. Les lieux de pouvoirs ont changé en Colombie et la domination territoriale des groupes armés parallèles est primordiale s'ils veulent se maintenir en activité. Dans cet ordre d'idée, le trafic de stupéfiants ne peut se passer des axes et des technologies de communication que concentrent les villes, de même que la guerre de mouvements ne peut ignorer les prises militaires stratégiques qu'elles représentent. Parler d'une urbanisation de la guerre à Medellin ne signifie pas que la guerre règne sur la ville de manière unilatérale mais qu'elle en a modifié l'agencement spatial et démographique au cours des soixante dernières années, de même que les tactiques de contrôle territorial développées par les groupes armés parallèles à l'Etat. Au final, c'est dans une logique de contrôle que la guerre s'est urbanisée : contrôle territorial des zones de pouvoirs, mais aussi contrôle de la population. En provoquant des mouvements de migration ou en réalisant des homicides dont le mode opératoire et la mutilation des cadavres rappellent l'époque de la *Violencia*, les groupes armés parallèles à l'Etat marquent les esprits de certains territoires urbains afin qu'ils leurs prêtent allégeances.

Violence et sécurité : une stratégie du contrôle du territoire

La domination de l'Etat et le respect de la loi n'ont jamais vraiment existés dans les *Comunas* puisque dès leurs créations elles furent illégales, ce qui fit d'elles des zones socialement vulnérables. Très rapidement, les groupes armés parallèles s'y sont affrontés pour s'en approprier le contrôle exclusif. Barrages, contrôle des entrées et des sorties, couvre-feux ou encore rumeurs sont autant de moyens que ces groupes ont développés pour faire pression sur les habitants des *Comunas* périphériques et s'assurer ainsi leurs allégeances. La peur est la stratégie de guerre

la plus répandue de nos jours. En investissant ces espaces de façon réelle ou symbolique, les groupes armés parallèles s'appuient sur la peur que leurs actions déclenchent chez les habitants pour assoir leur pouvoir dans ces zones. Dans le même ordre de mesure, en ne distinguant pas les chiffres relatifs à la violence politique d'avec ceux relatifs à la violence de droit commun, l'Etat provoque la peur chez les citoyens. Dans un cas comme dans l'autre, l'instrumentalisation de la peur donne naissance à l'emploi de différentes terminologies telles que « urbanisation de la guerre » ou « violences urbaines ». Ces mots reflètent la réalité que l'acteur de la peur souhaite transmettre à son auditoire afin de contrôler ses réactions. Ainsi, si les chiffres des violences urbaines diminuent, alors logiquement l'électorat urbain sera plus enclin à réélire le gouvernement qui a encouragé, par sa politique, cette décroissance. A l'inverse, s'ils augmentent, les citoyens tendront plus à élire autre un gouvernement, plus répressif et sécuritaire, et à s'assurer une auto-défense de proximité en parallèle.

Nous pensons que l'atmosphère de calme existant aujourd'hui est de toute façon due à la surveillance des forces publiques. Vous montez dans les quartiers de la comuna et vous voyez des policiers, des militaires armés ; et vous vous posez des questions, comme pour les routes de Medellin : ce que nous observons sur les routes de Medellin, c'est de la sécurité ou de la vigilance ? La vérité c'est que sur les routes de Medellin, sur les routes de Colombie, il n'y a pas de sécurité. La sécurité c'est quant vous pouvez aller sur une route seul et qu'il ne vous arrive rien ; mais les rues, elles ne sont pas sûres, elles sont surveillées, et c'est un sophisme que de dire qu'on peut enfin voyager par voie terrestre parce que les routes sont sûres. Elles ne sont pas sûres, elles sont surveillées, c'est différent.¹⁴

Nous ne pouvons nier que les violences sont généralement plus nombreuses en milieu urbain qu'en milieu rural. La concentration massive d'individu dans les villes explique ce phénomène. La probabilité pour enregistrer des phénomènes

¹⁴ Extrait traduit de l'entretien d'un habitant de la Comuna 13 figurant dans *Dinámicas de guerra y construcción de paz*, 2008.

violents sur ces territoires est donc plus grande, mais cela ne veut pas dire qu'il y existe une violence proprement urbaine et une violence proprement rurale. Les homicides sont rencontrés dans les campagnes comme en ville, ainsi que les vols ou les escroqueries. La violence est un fait social total qui remplit une fonction bien précise dans les sociétés humaines.

La violence est exacerbée en ville car c'est le lieu du pouvoir, de l'anomie, où tout s'achète et où sont flagrantes les discriminations et les brutalités envers certains groupes. [...] Nous ne pensons pas que c'est la ville en soi qui en est la cause, mais la concentration de l'ensemble de ces facteurs, dans les sociétés urbaines particulièrement fragmentées et identifiant le pauvre au criminel.¹⁵

La violence est une problématique transnationale car elle est inhérente aux sociétés humaines. Nous la trouvons dans chacune d'elles et au cœur même des Etats de droits. Certaines d'entre elles sont légalisées alors que d'autres ne le sont pas et ce, selon la société concernée. Pouvons-nous dès lors prétendre qu'une seule approche sécuritaire serait à même de répondre à l'ensemble des problématiques sociales urbaines à travers le monde? Remplissant une fonction parfois rituelle, comme c'est le cas dans le sacrifice religieux ou encore le bizutage, le statut attribué à un acte « violent » dépend bien souvent du jugement social. C'est pourquoi parler de violence et de sécurité publique doit nous amener à ne plus penser la sécurité comme une réponse donnée à l'observation de violence, mais à rendre intelligible ces violences en les reliant aux publics qu'elles atteignent.

Les BACRIM, les paramilitaires et les guérillas colombiennes se sont formées par le passé en réponses à des pratiques politiques jugées violentes. Elles ont constitué une réponse populaire à la violence que les habitants de certaines régions ou quartiers urbains de Medellin subissaient. Ces groupes d'auto-défenses ont certes grandement changé leurs pratiques depuis en articulant la peur à leurs actions dans l'optique d'assurer un contrôle du territoire. Mais il n'en demeure pas

¹⁵ Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat O., 2004, p. 259.

moins que leur inscription dans le temps long leur ont accordé une certaine crédibilité. Il nous faut l'analyser auprès du public concerné si nous voulons prétendre mettre en place une politique de sécurité à même d'enrayer les formes de violences qu'il subit ou qu'il produit au quotidien.

Law and order, private militias and military bases in urban zones: the case of Medellín in Colombia

ABSTRACT:

Nowadays, world's nations are mainly urban and made about security their political hobbyhorse. However, they do not have the same problems of violence. In addition, the question of violence and security must bring us to considered societies in their complexity and in their specificities. In Medellín (Colombia), urban population has to deal with a legal, a political and an economic violence. This town has a multitude of armed actors. At first sight, all of them aspire to assure the population's security who is present on the territory's they intend to control. According to all statements analyzed here, a new interrogation emerges, is it urban violence, or a process of urbanization of the Colombian war?

Keywords: Politics; War; Violence.

References

Angarita Cañas, Pablo Emilio; Gallo, Héctor; Jimenez Zuluaga, Blanca Inés (eds.), *Dinámicas de guerra y construcción de paz. Estudios interdisciplinarios armados en la Comuna 13 de Medellín*, Corporación REGION, Medellín Colombia, 2007.

Balibar, Etienne, « Violence et civilité. Sur les limites de l'anthropologie politique », in *La question de l'humain entre l'éthique et l'anthropologie*, L'Harmattan, Paris, 2004.

Crettiez, Xavier, *Les formes de la violence*, Ed La Découverte, Coll Repères, Paris, 2008.

Dureau, Françoise ; Barbary, Olivier ; Gouëset Vincent, Pissoat Olivier, *Villes et sociétés en mutation. Lectures croisées sur la Colombie*, Ed. Economica, 2004.

Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes*, Editions Complexe, Paris, 1994.

Human Rights Watch, *Herederos de los Paramilitares. La Nueva Cara de la Violencia en Colombia*, Human Rights Watch, USA, février 2010.

Ines Villa M, Marta; Naranjo G., Gloria, *Entre luces y sombras. Medellín: espacio y políticas urbanas*, Corporación REGION, Medellín, Colombia, 1997.

Jaramillo A., Ana María, *El espejo Empañado: crimen y control social en el Medellín del siglo XX*, Corporación Región, Palabras mas n°4, 1998

Jesus Velasquez Riviera, Edgar de, « Historia del paramilitarismo en Colombia », HISTORIA, v.26 n°1, São Paulo, 2007.

Pécaut Daniel, « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », *Cultures et Conflits* n°24-25, 1997, pp.159-193.

Pécaut Daniel, *L'ordre et la Violence*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1986.

Souiah, Sid-Ahmed ; Toutain, Stéphanie, *L'analyse démographique et spatiale*, Editions du Temps, 2005.

Sun Tzu, *L'art de la guerre*, 1^{ère} édition 1963, Flammarion, Paris, 2008.

Uribe de Hincapie, María Teresa, *Nación, ciudadano y soberano*, Corporación Region, Medellín, Colombia, 2001.

Von Clausewitz, Carl, *De la guerre*, Edition de Minuit, Paris, 1995.

DOUBLE-BLIND PEER-REVIEWED

Nota do Editor:

Submetido em: 07 fev. 2011. Aprovado em: 12 mar. 2011.

<http://periodicos.ufpb.br/ojs2/index.php/primafacie/index>

85